

## CONSULTATIONS NON OFFICIELLES DE LA CNUDD: 25 JANVIER 2012

Les discussions préliminaires sur "l'avant-projet" du document final de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (CNUDD ou Rio +20) ont démarré le 25 janvier 2012, au siège de l'ONU à New York, aux Etats-Unis. Après une brève réunion extraordinaire du Comité préparatoire de la CNUDD, tenue pour l'élection d'un vice-président pour le Bureau, les délégués ont procédé à la présentation des observations liminaires sur l'avant-projet. Les représentants de huit coalitions de pays ont présenté des déclarations au nom de leurs groupes, suivies de déclarations de plus de 50 Etats membres et des représentants des institutions des Nations Unies et des grands groupes sociaux.

### LE PREPCOM

Le coprésident John Ashe a ouvert la réunion non officielle extraordinaire du Comité préparatoire de la CNUDD tenue pour l'élection de Munawar Saeed Bhatti (Pakistan) en remplacement de Asad Khan (Pakistan) en tant que vice-président du Bureau pour le Groupe asiatique.

### LES OBSERVATIONS LIMINAIRES SUR L'AVANT-PROJET

Immédiatement après l'ajournement de la réunion du PrepCom, Ashe a déclaré aux délégués que l'intention concernant l'avant-projet est de faire en sorte qu'il soit concis et précis autant que possible, puis a passé en revue les propositions qui y figurent. Sha Zukang, Secrétaire général de la CNUDD, a souligné l'importance d'aboutir à un résultat ambitieux et pratique équivalant à l'ampleur des défis qui sont posés aujourd'hui et propre à revigorer l'engagement politique. Il a suggéré d'examiner, entre autres : la manière d'élaborer des objectifs de développement durable (ODD) en tenant compte des circonstances nationales ; et l'utilisation du commerce pour plutôt faire avancer l'économie verte que l'entraver. S'agissant du cadre institutionnel du développement durable (CIDD), il a indiqué que le Conseil du développement durable proposé devrait remédier aux faiblesses de la Commission du développement durable (CDD) et accélérer la mise en œuvre. Au sujet des moyens de mise en œuvre, il a souligné : le rôle des institutions financières internationales ; l'exploration des sources de financement novatrices ; et la coopération Sud-Sud. Il a déclaré que Rio +20 doit nous mettre sur une "voie sûre et sans équivoque menant au développement durable." Il a signalé la date butoir du 17 février pour les observations et propositions concernant les articles 3, 4 et 5 du document.

L'Algérie, au nom du G-77/CHINE, a déclaré : que les fonds destinés au soutien de la participation des pays dans toutes les sessions de négociation sont insuffisants ; qu'un document de compilation comportant toutes les propositions, et non un texte révisé des coprésidents, devrait être le résultat de cette réunion ; et que la date butoir du 17 février pour les propositions devrait être étendue. Le délégué a précisé que le document manquait de vision et d'équilibre et d'orientation vers l'action et qu'il devait, entre autres : traiter des océans et des PEID dans deux chapitres distincts ; déterminer les raisons qui ont fait que les résultats de Rio et de Johannesburg n'aient pas été pleinement réalisés ; et donner la priorité aux causes profondes de la pauvreté, à l'autonomisation des pauvres et à la parité et à la promotion de la Femme. Il a appelé, entre autres, à la réforme du système financier mondial et à l'élaboration d'un registre des ressources financières et transferts de technologie mis à disposition par les pays industrialisés. Il a également appelé à un mécanisme international pour la mise en œuvre de mesures ciblées pour combler le fossé technologique et à l'examen de l'impact des droits de propriété intellectuelle sur l'accès aux technologies et transfert des technologies écologiquement rationnelles. Faisant état de l'absence de consensus sur la définition de l'économie verte, il a souligné, entre autres, la nécessité de s'assurer de l'insertion sociale, de l'équité et de l'intégration d'outils permettant de catalyser la coopération internationale. Il a indiqué qu'un CIDD efficace devrait être axé sur la mise en œuvre du développement durable et sur l'intégration de ses trois piliers.

Le délégué de l'Union européenne (UE) et ses Etats membres a souligné l'importance de la participation du public au processus décisionnel et à la mise en œuvre, et a appelé les Etats membres à rester ouverts aux grands groupes. Le Népal, au nom des pays les moins avancés (PMA) a appelé, entre autres, à l'accès universel à une énergie abordable et fiable, à des investissements dans les infrastructures de l'eau, à l'appui de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la fourniture de variétés de graines à haut rendement et résistantes au changement climatique, et à une aide pour la lutte contre la désertification et l'érosion des terres. Nauru, au nom de l'Alliance des petits Etats insulaires (AOSIS), a accueilli avec satisfaction l'appel à la tenue de la troisième Conférence mondiale pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement (PEID) en 2014, et a affirmé que les océans et le changement climatique ont besoin de plus d'attention.

Le Bénin, au nom du GROUPE AFRICAINE, a proposé le regroupement des réunions préparatoires pour faciliter la participation des pays en développement. Il a déclaré que le projet manquait d'équilibre et qu'il devait englober

des questions telles que la gestion durable des terres, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Il a indiqué que les ODD ne devaient pas remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et a soutenu l'adoption du Cadre décennal de programmation sur la consommation et la production durables (CDP sur CPD). La Libye, au nom du Groupe arabe, a souligné la nécessité d'une meilleure cohérence, ainsi que du financement, du renforcement des capacités et du transfert de technologie pour aller vers une économie verte, le développement et la justice sociale, ainsi que le besoin de s'attaquer aux difficultés rencontrées par les pays sous occupation.

La République dominicaine, au nom de la CARICOM, a souligné la nécessité d'une meilleure intégration des problèmes particuliers des PEID dans le document, et le maintien des liens entre le Programme de la Barbade et la Stratégie de Maurice. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom des PEID du Pacifique, a souligné le lien entre l'économie bleue et l'économie verte, et a accueilli avec satisfaction l'initiative de l'énergie durable pour tous. Il a appelé à des formulations portant, notamment, sur un moratoire sur la pêche au filet maillant dérivant et sur l'éliminant des pratiques de pêche destructrices. Il a soutenu la création d'une catégorie formelle des PEID au sein du système des Nations Unies. La représentante des Etats fédérés de Micronésie, au nom du FORUM DES ILES DU PACIFIQUE, a déclaré que l'édification d'une économie bleue serait bénéfique pour tous les pays. Elle a appelé à des formulations appelant : à la concrétisation des engagements pris en faveur des océans, tels que l'établissement d'un réseau mondial de zones marines protégées ; et au besoin de s'assurer que les PEID reçoivent plus d'avantages de leurs ressources océaniques.

L'ARGENTINE a déploré le manque : d'équilibre entre les trois piliers, précisant que le texte est axé sur l'environnement et le commerce ; et de différenciation entre pays en développement et pays industrialisés. La représentante a mis en exergue la souveraineté des Etats, en particulier sur leurs ressources naturelles. Le Canada a appuyé l'idée d'avoir une série d'indicateurs volontaires reflétant les différentes circonstances nationales. Le délégué a signalé que le projet est trop long et qu'il souligne de vieilles idées, notamment concernant les moyens de mise en œuvre, au lieu de promouvoir des environnements locaux propices et capables de susciter l'intérêt du secteur privé.

**La CHINE a déclaré :** que les moyens de mise en œuvre doit être soulignés ; que les ODD ne doivent pas établir des indicateurs contraignants ; et que la négociation et la mise en œuvre du document final doivent être conduites par les Etats membres. Le Mexique a indiqué : qu'un conseil du développement durable ne résoudrait pas les problèmes de la CDD ; qu'au sein du Conseil économique et social (ECOSOC), le pilier de l'environnement devrait être renforcé ; et que les ODD devraient être cohérents avec les ODM. Le délégué des Etats-Unis a souligné, entre autres: le rôle de l'éducation et de la recherche scientifique et technologique ; la bonne gouvernance et l'administration équitable de la justice.

Le KAZAKHSTAN a fait état d'initiatives pertinentes, notamment, celle mise en exergue dans le document intitulé "A Global Energy-Ecological Strategy for Sustainable Development", l'Initiative Green Bridge, et la table ronde sur l'économie verte, tenue en février à Astana. L'AUSTRALIE a déclaré que le document devrait se concentrer sur l'avenir et avoir un cadre unique, bref et consolidé pour l'action et le suivi. La représentante a également indiqué : que le chapitre consacré à l'économie bleue devrait être assorti d'un cadre d'action réaliste ; qu'il devrait y avoir, pour la sécurité alimentaire, un programme d'action qui complète la Convention sur la diversité biologique; qu'un chapitre sur les pratiques minières durables devrait être inclus; que le chapitre sur les

ODD manquait actuellement de détails quant à la façon dont il pourrait améliorer le cadre disponible; que les ODD doivent être cohérents avec le cadre des OMD; et que tous les principes de Rio doivent être gardés à l'esprit, au lieu de citer des principes choisis.

L'INDE a déclaré que l'avant-projet devrait: établir un meilleur lien entre l'éradication de la pauvreté et l'économie verte et les ODD; mettre davantage l'accent sur les aspects économiques et sociaux; comprendre un chapitre sur les modes de vie durables; et intégrer le cadre d'action dans le principe des responsabilités communes mais différenciées. La représentante a précisé que les ODD ne devraient pas détourner les efforts en faveur des OMD, et a suggéré la tenue d'un débat informel sur la proposition d'établir un Haut Commissaire pour les générations futures.

La FEDERATION DE RUSSIE a déclaré que l'économie verte n'est pas un règlement et qu'elle ne doit pas créer des barrières commerciales. Le délégué a proposé: la création d'un groupe intergouvernemental sur le modèle du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ou la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), pour l'amélioration de la coopération entre les communautés scientifique et politique; la réforme de l'ECOSOC; le renforcement du PNUE à travers l'adhésion universelle; et l'intégration des ODD dans le cadre des OMD.

**La REPUBLIQUE DE COREE a proposé:** l'intégration, dans le préambule, d'un mandat clair pour les ODD; l'exposition des raisons qui ont fait que les engagements antérieurs n'aient pas été entièrement remplis; la fourniture d'une meilleure justification de la nécessité d'une économie verte par rapport aux multiples crises actuelles; et la présentation de nouvelles initiatives et pas simplement des engagements passés. Le délégué a accueilli favorablement la coopération Sud-Sud et celle triangulaire.

Le CHILI a encouragé l'impartition d'un temps adéquat pour les négociations. L'INDONESIE a souligné, entre autres: une participation plus large des parties prenantes dans l'élaboration des politiques; une approche ascendante pour la feuille de route relative à l'économie verte; et le besoin d'autres options viables pour les ODD, telles que l'élargissement du mandat de l'ECOSOC. Le PEROU a appuyé l'adoption d'une feuille de route de l'économie verte et d'ODD qui apportent une valeur ajoutée aux OMD, et a mis en exergue la diversité culturelle et l'opportunité de tirer profit des savoirs traditionnels.

Le BANGLADESH a souligné, entre autres: la souveraineté nationale; la personnalisation du développement durable en fonction de la situation nationale; le suivi et l'évaluation des besoins financiers; l'ouverture des marchés à tous les produits des PMA; et l'accès universel à l'éducation. La NORVEGE a déclaré que les ODD pourraient être un instrument clé permettant de concentrer l'engagement et de galvaniser l'action, et a souligné: la parité et la pleine autonomisation des femmes; le besoin de s'assurer de nouveaux financements innovants et de la libéralisation des capacités du secteur privé; le besoin de garantir l'énergie durable pour tous; la valorisation du capital naturel; et la nécessité de s'assurer de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La porte-parole d'ONU-FEMMES a encouragé la mention de la parité et de l'autonomisation des femmes partout dans le texte, et a mis en exergue: les femmes en tant que bénéficiaires de programmes ciblés et comme de puissants agents capables de faire avancer les trois piliers; et le besoin d'indicateurs sexospécifiques.

Le coprésident Kim Sook a présidé la séance de l'après-midi. Il a signalé que dans l'exposé de son plan d'action quinquennal, mercredi matin, aux ambassadeurs de l'ONU, le Secrétaire général Ban Ki-moon a donné à son plan le même intitulé que

celui de l'avant-projet: "L'avenir que nous voulons". Kim a rappelé aux délégués que l'ambition d'un pays pourrait être perçue comme un défi à l'autre, et a indiqué qu'il revient à tous les membres de diriger le processus de la CNUDD.

Le BELARUS a déclaré que le document doit être succinct; traiter de thèmes tels que l'énergie et la science et la technologie; appeler à un fonds volontaire mondial pour la facilitation du transfert des technologies vertes; et répondre aux besoins des pays à revenu intermédiaire. Le BOTSWANA a appelé à un libellé sur la désertification et la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification, et à l'investissement dans des cadres institutionnels capables de donner lieu à des impacts significatifs au niveau des pays.

Le KENYA a apporté son appui à l'élaboration d'ODD et a souligné l'importance des thèmes qui touchent les pauvres, notamment, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la dégradation des sols et l'amélioration de l'accès à l'énergie durable pour tous. Le JAPON a mis en relief l'intégration de la transition vers l'économie verte dans les stratégies nationales de développement, l'amélioration des organisations existantes plutôt que la création de nouveaux, et l'intégration de la sécurité humaine comme vision de Rio +20. La JORDANIE a suggéré l'intégration d'éléments tels que les liens entre la santé et le développement durable et le résultat de la Conférence des Nations Unies de 2009 sur la crise financière et économique mondiale et son impact sur le développement. CUBA a déclaré que l'avant-projet pourrait être utilisé comme plate-forme de négociation, mais qu'il nécessite une amélioration substantielle, et a fait part de sa préoccupation quant au temps imparti aux négociations. La représentante a signalé l'absence de définition de l'économie verte, et a attiré l'attention sur la proposition de Cuba au sujet des ODD qui appelle à la tenue d'un forum interministériel mondial sur le développement durable.

**Le délégué des AGRICULTEURS a déclaré:** que le chapitre sur la sécurité alimentaire et l'agriculture durable manquait de mentionner le caractère urgent de ces questions; que les droits des agriculteurs et notamment celui de l'accès à la propriété foncière, doivent être garantis; et que les communautés de pêche artisanale et à petite échelle jouent un rôle crucial dans le renforcement des trois piliers. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, parlant également au nom du Fonds international pour le développement agricole, du Programme alimentaire mondial et de Bioversity International, a déclaré qu'une croissance durable dans le secteur de l'agriculture est essentielle pour l'économie verte et pour sortir les gens de la pauvreté. La représentante a mis en exergue l'importance: d'une agriculture durable et "intelligente face au changement climatique", d'une économie verte intégrative et d'une évolution des mentalités, qui nous met sur la voie d'un développement durable dans lequel l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle jouent un rôle central.

Le Danemark, au nom de l'UE, a fait part de sa préoccupation quant à l'équilibre global du texte. Il a souligné, entre autres: que la transition vers une économie verte nécessitait des initiatives et des mesures à tous les niveaux; la création d'une organisation à part entière de l'environnement, comme une agence spécialisée de l'ONU fondée sur le PNUE et basé à Nairobi; l'élaboration d'ODD cohérent avec les OMD, contribuant ainsi aux programmes de l'après-2015; une approche multipartite, y compris une meilleure implication du secteur privé et la catalyse d'investissements socialement et écologiquement responsables; la parité hommes-femmes en tant que chaîne d'entraînement de l'économie verte; le recours à toutes les sources de financement et pas uniquement à l'APD; et la réduction ou l'élimination des obstacles posés au commerce, pour faciliter l'échange des biens, des technologies et des services environnementaux.

L'ETHIOPIE a déclaré que le continent africain est le seul qui n'ait pas de pays industrialisés contribuant au changement climatique. Il a également indiqué que les ODD ne doivent pas remplacer les OMD. Le BHOUTAN a invité les participants à assister à la réunion qu'il organisera le 2 avril 2012, au siège de l'ONU, sur le thème "Bonheur et bien-être: Définition d'un nouveau paradigme économique". Le SRI LANKA a déclaré que les ODD doivent être axés sur le développement humain, et qu'un engagement politique à soutenir la titularisation et le maintien des acquis de ces pays, ainsi que l'utilisation durable des ressources marines, avec une référence particulière à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et à la surexploitation, est nécessaire. Le MAROC a déclaré que l'économie verte ne doit pas être utilisée à des fins protectionnistes et qu'elle doit être considérée comme une source de création d'emplois. Le délégué a fait état des travaux du groupe de travail sur la titularisation, et a exprimé l'espoir de voir, d'ici 2020, la moitié des PMA être titularisés.

La COLOMBIE a parlé des consultations informelles sur la proposition des ODD et a indiqué: qu'ils doivent être universels, mais adaptés aux particularités nationales; que l'éradication de la pauvreté doit être un objectif absolu; et que le nombre d'ODD doit être limité. La représentante a souligné la nécessité de déterminer les thèmes transversaux pertinents pour tous les ODD, et a précisé qu'il n'y avait pas de convergence de vues sur le processus de leur élaboration, les possibilités englobant la détermination d'un ou de deux qui pourraient être testés après Rio. Le délégué des ILES SALOMON a souligné, entre autres: l'intégration des ressources marines dans le préambule / le tableau général et du renouvellement de l'engagement politique dans les chapitres de l'avant-projet; le renforcement de la coopération multilatérale; du financement et du transfert de technologies; la fourniture de directives pour le processus de transition vers l'économie verte: et l'allocation de davantage de temps pour les réunions informelles-informelles. L'EQUATEUR: a déclaré que le projet manquait d'équilibre; a fait part de ses préoccupations concernant les ajustements structurels que nécessite l'économie verte, qui risquent d'exiger des coûts supplémentaires; a mis en exergue les modes de consommation et de production durables; et a soutenu l'idée d'un nouvel ordre économique mondial permettant de passer à des modes de consommation et de production durables.

**La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a appelé:** à l'insertion d'une référence aux limites planétaires; à l'initiation d'efforts nouveaux et inédits visant à mettre à contribution la science et l'innovation; et au lancement d'un mécanisme intégratif mondiale pour, entre autres, la coordination scientifique et le renforcement des capacités dans les pays en développement. L'UNESCO a appelé à un investissement accru et soutenu dans la science et l'éducation à tous les niveaux, à une approche du développement durable, axée sur les êtres humains et fondée sur les droits, à l'intégration de la dimension culturelle et à des sociétés vertes. Le délégué a souligné le rôle des médias dans le renforcement de la sensibilisation du public. Parlant également au nom de la COMMISSION OCEANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE, il a signalé que l'acidification des océans nécessitait une attention urgente et que les ODD doivent comprendre la gouvernance des océans de manière globale.

Le NEPAL a souligné les défis particuliers auxquels font face les pays des montagnes, et a déclaré que son pays accueillerait une conférence des pays de montagne en mars 2012 à Katmandou. Faisant état des capacités limitées pour faire face aux crises financière, alimentaire et énergétique, il a appelé à un mécanisme pour aider les pays de montagne à affronter ces crises et à augmenter leur résilience. La GUYANE: a appelé à une plus grande ambition, à davantage de clarté et à l'uniformité

du document, et a déploré le manque d'attention, dans le texte, à l'augmentation des disparités au sein des pays et entre eux, soulignant l'importance d'une plus grande équité comme priorité urgente. Au sujet des ODD, il a posé la question de savoir si les institutions nouvelles ou réformées avaient des chances de fonctionner efficacement en l'absence d'une volonté politique accrue.

L'OUGANDA a déclaré que les solutions doivent être adaptées aux besoins des pays qui se trouvent à différents niveaux de développement et de vulnérabilité. Il a signalé que les thèmes absents du document, qui sont importants pour l'Afrique et qui ont des implications pour le développement durable, sont: l'urbanisation, les migrations internes et internationales, la désertification, la sécheresse et l'érosion des sols, et l'adaptation au changement climatique.

Le délégué des COMORES a déclaré que des crises multiples sont venues annuler les acquis précédents et ont été causées par la spéculation dans les pays industrialisés. Il a indiqué que les engagements pris à tous les niveaux devraient être concrétisés. L'IRAN a souligné que les crises économique et financière actuelles sont un gros problème et que le manque de régulation dans le système économique et les modes de consommation et de production des pays industrialisés devraient être reconsidérés. Il a appelé: à la réforme du système financier mondial, à l'examen des raisons pour lesquelles les engagements n'ont pas été mis en œuvre et de la façon d'encourager la volonté politique et d'attirer davantage l'attention sur la désertification et la sécheresse en Asie et en Afrique. La MALAISIE a déclaré que l'économie verte ne doit pas être utilisée comme un outil protectionniste, et qu'une priorité doit être accordée au renforcement des piliers économique et social.

Le SAINT-SIEGE a souligné la nécessité, pour les Etats, de promouvoir un véritable développement humain, y compris le développement environnemental, social, éthique, moral et spirituel. Le délégué du COMMERCE ET INDUSTRIE a souligné, entre autres, la nécessité d'une politique et de cadres réglementaires clairs, d'efforts accélérés dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de la sécurité alimentaire et énergétique et de la protection contre la divulgation de données de réglementation et d'information privées.

**L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE a déclaré:** qu'une meilleure santé devrait être un indicateur de la réalisation du développement durable; que "L'avenir que nous voulons" devrait être un avenir sain; et que la prévention des risques environnementaux pour la santé conduit à des situations gagnantes à tous les coups. GRENADA a mis en relief: les mécanismes et structures de soutien, telles que la coopération Sud-Sud dans le domaine de la pêche durable, l'énergie durable et l'agriculture durable; la nécessité d'attirer un financement supplémentaire, et le besoin de contributions au Fonds d'affectation spéciale de la CNUDD.

L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que le chapitre consacré au renouvellement de l'engagement politique, dans l'avant-projet, devrait être plus fort sur les engagements politiques en faveur de l'action, et a suggéré l'ajout d'un engagement à un soutien important aux pays en développement, en particulier en Afrique. Le PAKISTAN a suggéré, entre autres: la tenue de consultations officieuses sur la proposition d'établir un conseil du développement durable; et l'amélioration de la participation des institutions financières internationales. Le délégué a affirmé que la réussite reposait sur la mise en œuvre au niveau national. Il a poursuivi en indiquant que le Bureau devrait envisager une "des formulations optionnelles" pour la prochaine phase des négociations.

La NOUVELLE-ZELANDE a déclaré que la réunion de mars prochain devrait discuter d'objectifs qui sous-tendent les propositions, et qu'il devrait y avoir un échange de vues général avant de commencer les négociations le paragraphe par

paragraphe. La THAÏLANDE a déclaré que le document n'a pas abordé les catastrophes naturelles, la santé, et le développement agricole durable, et qu'il devrait intégrer un mécanisme d'application et des incitations pour le renforcement des capacités. La représentante a souligné l'établissement de "centres d'excellence" en partenariat avec les pays ou les instituts régionaux concernés.

Un représentant des COMMISSIONS REGIONALES DES NATIONS UNIES a appelé à une plus grande attention aux cadres institutionnels aux niveaux régional et national, y compris les liens avec les ODD mondiaux, et au renforcement et l'ECOSOC. Il a mis en exergue la valeur d'un développement durable intégratif et équitable, soulignant l'importance des rôles des femmes et des jeunes à cet égard. Il a précisé que les commissions sont des partenaires naturels pour la mise en œuvre de toute plate-forme envisagée pour le partage des connaissances, et que le Mécanisme de Commission régionale doit continuer à servir de plate-forme de collaboration.

### DANS LES COULOIRS

Les délégués ont semblé prendre à cœur les paroles du Secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang, dans sa déclaration liminaire, que "la période la plus intense des préparatifs de Rio +20 commence maintenant". Beaucoup ont fait remarquer que les observations préliminaires sur l'avant-projet étaient très détaillées, et d'autres ont félicité le Bureau et le Secrétariat pour avoir réussi à condenser 6000 pages de commentaires dans un document de 19 pages. Tous les intervenants ont indiqué qu'il fallait travailler davantage sur le projet, mais certains ont noté avec soulagement que les délégués avaient plus ou moins accepté de travailler avec le texte disponible. Le large éventail des ajouts proposés au projet de texte a suscité de nombreuses remarques dans les couloirs, certains estimant que ces ajouts n'étaient pas pour autant inspirés par les discussions. Des intervenants ont indiqué qu'ils espéraient aboutir à un document concis, mais certains ont prédit que dans un premier temps le texte gonflera, étant donné le large éventail des sujets et propositions abordés dans le débat général, avant d'être dégrossi.

A l'extérieur de la salle de conférence principale, dans certaines réunions parallèles bien fréquentées, organisées en marge de la Conférence, les participants se sont engagés dans des débats à caractère plus interactifs. Un participant a présenté le résumé d'un atelier d'une journée, tenu le 19 janvier, sur la dimension commerciale de Rio +20, qui a porté en particulier sur les impacts liés au commerce dans une économie verte, organisée par la CNUCED, la CEPALC et le DAES. Les messages issus de cette journée comprenaient la nécessité de protéger les soi-disant "perdants" de la transition commerciale, et une demande de la CNUCED d'élaborer des recommandations pour "l'enrichissement" du projet de texte. En réponse, les représentants de la CNUCED ont proposé d'appeler à la création d'un Forum sur l'économie verte et le commerce, ainsi qu'à un accord international sur l'espace des politiques vertes. Une réunion parallèle nocturne sur le thème "L'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté: Exploration des expériences nationales", parrainée par le gouvernement des Pays-Bas et organisée par le PNUE, le DAES et le PNUD, s'est déroulée avec des participants debout.